

élevés qu'aux États-Unis? Pourquoi des Canadiens dont les compétences feraient l'envie de n'importe quel autre pays et de n'importe quel autre peuple sont-ils incapables de se trouver un emploi ici?

M. Benjamin: A cause de mesures conservatrices.

M. Blenkarn: J'ai entendu ce que le député vient de dire. Je lui rappelle qu'il est membre du parti du désespoir. C'est un parti qui veut que l'État se charge du bien-être des gens, un parti qui favorise l'État-Providence. Il veut ramener tout le monde au plus bas dénominateur commun. Il veut que tout le monde porte des «bleu jeans» et marche en toute égalité au son du tambour socialiste. C'est ce qu'ils offrent aux Canadiens. Aucun avenir, aucun espoir.

On s'étonne que le gouvernement libéral d'en face ait adopté leur idéologie. Mais est-ce si étonnant, après tout? Le chef du gouvernement n'a-t-il pas fait campagne activement pour les socialistes aux élections de 1962 et 1963? Membre de ce parti, il a milité en faveur de l'idéologie socialiste pour s'apercevoir que le seul moyen d'implanter le socialisme était de joindre les rangs du parti libéral, lequel servirait de tremplin pour former un gouvernement socialiste au Canada.

Il fut un temps où le parti libéral existait, à l'époque de Laurier. C'est de ce parti libéral qu'est née l'idée que le XX^e siècle allait être celui du Canada. Sir Wilfrid Laurier aurait-il dit, comme le chef du parti libéral: «Réduisez vos attentes et vos espoirs, ne tentez pas trop de réussir en affaires, ne cherchez pas à vous loger plus convenablement, modérez vos revendications; ne vous efforcez pas d'obtenir un meilleur emploi ou plus d'argent pour assurer une vie plus agréable à votre famille»? Laurier aurait-il tenu de tels propos à titre de chef du parti libéral? Jamais de la vie.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Saint-Laurent non plus.

● (1730)

M. Blenkarn: Le député s'écrit: «Ni Saint-Laurent, ni même Mackenzie King». Mais qu'entendons-nous de la part du parti d'en face dans son exposé budgétaire? «Modérez vos exigences.»

On se demande ensuite pourquoi nous n'avons pas exploité l'énorme potentiel de notre pays. La réponse se trouve dans le discours du budget du ministre, page deux, au deuxième paragraphe. Le ministre se plaint des gouvernements étrangers en ces termes:

Leurs gouvernements ne sont pas en mesure ou n'ont pas choisi de concevoir leur politique économique pour nous aider à sortir de la récession.

Nous y voilà. Nous sommes sûrement devenus une république bananière, car nous entendons maintenant le gouvernement déplorer que les gouvernements étrangers n'aient pas organisé leurs affaires pour nous aider à sortir de notre récession. Mais pourquoi le feraient-ils? Nous qui avons hérité de grandes richesses dans notre fabuleux pays peuplé d'environ 24 millions d'habitants, devrions-nous compter sur les autres pour nous sortir de la récession?

C'est exactement ce genre de question que j'ai posée au ministre à la Chambre l'autre jour, le 16 juin. En ce qui concerne la confiance dans le Canada, le ministre m'a accusé de miner la confiance du monde des affaires. Ainsi qu'en témoigne la page 18514 du hansard, voici ce qu'il a déclaré:

Je pense qu'il l'a ébranlée en laissant entendre que d'une certaine façon l'accueil peu favorable réservé aux obligations était attribuable à la politique

canadienne. La situation est essentiellement attribuable à une certaine nervosité sur les marchés...

Il a dit en outre ceci:

Mais peut-être doit-il admettre qu'il a la responsabilité...

Il faisait allusion à moi et, pour la première fois, je me suis demandé comment un petit avocat de Mississauga pouvait soudainement être responsable de la mévente, en Europe, d'un emprunt obligataire de 750 millions.

La politique du gouvernement consiste à blâmer les États-Unis, les provinces, les chefs d'entreprise, Brian Peckford un jour et Peter Lougheed l'autre. Le 16 juin, c'est moi qu'il a blâmé. Tout d'un coup, c'était moi qui empêchait les choses de marcher, parce que nos concitoyens n'ont plus confiance dans le gouvernement et dans son fonctionnement.

L'autre jour, j'ai prêté à la Chambre que notre déficit se situerait entre 13 et 16 milliards de dollars. Lundi soir, je ne pouvais en croire mes oreilles lorsque j'ai entendu que nous devrions emprunter plus de 17 milliards de dollars et que notre déficit serait de 20 milliards de dollars. Je ne pouvais me douter à quel point ce gouvernement avait mal géré les affaires du Canada. Il en est finalement arrivé au point où il a dû se présenter devant nous et nous dire qu'il avait besoin d'emprunter 17.1 milliards de dollars, soit trois fois plus que ce qu'il avait prévu dans son budget de novembre dernier.

J'ai été élu pour la première fois le 30 octobre 1972. Cette année-là, les dépenses gouvernementales totales s'élevaient à 21.228 milliards. Le total des impôts prélevés s'élevait à 19.560 milliards; le déficit était donc de 566 millions. C'était il y a dix ans. Si nous avions suivi le rythme de l'inflation, les dépenses de cette année auraient probablement pu atteindre 50 milliards de dollars. Même en ne faisant pas très attention à nos dépenses, nous aurions peut-être atteint un déficit d'un milliard de dollars. Or, qu'en est-il? Dix ans plus tard, nos dépenses atteignent 90 milliards et nos recettes fiscales 70 milliards. Imaginez où nous a menés la politique socialiste, cette politique d'inspiration néo-démocrate?

M. Blenkarn: Il s'agit du parti à ma gauche, qui conseille au premier ministre (M. Trudeau) et à ses collègues d'adopter certaines politiques. Les députés du NPD sont du même acabit que les ministériels. Ce sont les ténors du parti libéral. Mes collègues de l'Ouest appellent le NPD le parti libéral de l'Ouest. De toute évidence, c'est ce qu'il est, parce qu'il ne compte aucun représentant à l'est de la rivière Ottawa, autrement dit, dans l'est du Canada. Qu'est-ce que ces députés préconisent? Ils préconisent une intervention plus poussée de l'État dans la vie des particuliers et un plus grand contrôle gouvernemental.

M. Waddell: La réduction des impôts, la stimulation de l'économie et une stratégie industrielle!

M. Blenkarn: Qu'est-ce que le gouvernement nous a donné? Il nous a donné toute une série de programmes à vocation sociale, de programmes conçus en fonction de ce qu'on appelait auparavant une stratégie industrielle. En 1972, c'est ce que le chef du NPD, le regretté David Lewis, appelait une stratégie industrielle. Nous avons donc obtenu le Programme de développement d'emploi, le Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre, les programmes de développement des entreprises et le Programme de productivité de l'industrie de la défense.

M. Fisher: Allez dire cela aux gens d'Admiral!